

## Pratique et productivité de la criminalité transfrontalière en Afrique centrale : l'exemple des Zargina

Claude Abé

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/apad/201>

DOI : [10.4000/apad.201](https://doi.org/10.4000/apad.201)

ISSN : 1950-6929

### Éditeur

LIT Verlag

### Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2003

### Référence électronique

Claude Abé, « Pratique et productivité de la criminalité transfrontalière en Afrique centrale : l'exemple des Zargina », *Bulletin de l'APAD* [En ligne], 25 | 2003, mis en ligne le 15 juin 2007, consulté le 07 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/apad/201> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/apad.201>

---

Ce document a été généré automatiquement le 7 septembre 2020.

Bulletin de l'APAD

---

# Pratique et productivité de la criminalité transfrontalière en Afrique centrale : l'exemple des Zargina

Claude Abé

---

- 1 S'il est un phénomène qui retient aujourd'hui l'attention des politiques et des chercheurs dans le champ des sciences sociales, c'est sans nul doute la violence. Depuis la chute des deux tours du Wall Street Center le 11 septembre 2001, la lutte contre la criminalité organisée à l'échelle mondiale s'est substituée à la lutte contre le sida au point où l'on ne parle plus que du démantèlement des réseaux terroristes. Officiellement, c'est pour fragiliser les bases du terrorisme que le gouvernement américain a entrepris la campagne de Kaboul contre le régime des talibans en 2002. C'est aussi en vue de préserver le monde de l'insécurité inhérente au développement des armes bactériologiques que les Etats-Unis ont initié une guerre sans merci au despote irakien Saddam Hussein et à son régime. Au même moment, les diverses formes de violence auxquelles sont soumises les populations en Afrique ont offert à la recherche en sciences sociales un nouvel espace d'application dans ce continent (voir Cahiers d'études africaines 1998 ; Rupture 2<sup>e</sup> trim. 1997 ; African Rights 1997 ; Rosemary 1996 ; Bayart et al. 1997 ; Pérouse de Montclos 1997 ; Abdullah 1997 ; Bangura 1997, etc.).
- 2 Cependant, il serait hasardeux et même démesuré de soutenir que l'intelligence de la violence en Afrique est une œuvre achevée, car si les centres urbains, le théâtre des conflits ethniques et celui des guerres sont déjà suffisamment parcourus, le milieu rural reste un domaine en friche. Pourtant, comme l'a démontré Durkheim (1999 : 65), "Le crime ne s'observe pas seulement dans la plupart des sociétés de telle ou telle espèce, mais dans toutes les sociétés de tous les types. Il n'en est pas où il n'existe pas une criminalité". Ce qui signifie que la cartographie des formes de violence qui s'exercent dans le continent africain est encore un processus en cours.

- 3 Ceci apparaît d'autant plus vrai lorsque l'on sait qu'en tant que phénomène sociologique, le crime s'appréhende comme une agression ; il "consiste dans un acte qui offense certains sentiments collectifs, doués d'une énergie et d'une netteté particulières" (Durkheim 1999 : 67). Ce qui signifie qu'il constitue une forme spécifique de violence. C'est dans ce sens que le présent article aborde la criminalité qui sévit quotidiennement dans le territoire qui sert de frontière commune au Cameroun, à la République Centrafricaine (RCA) et au Tchad, celle dont les acteurs sont communément appelés *Zargina*, expression locale qui signifie *coupeurs de route*. Il s'agit précisément d'étudier cette forme de *désordre* pour arriver à déceler ses causes, ses conséquences et sa portée sociopolitique dans la crise que connaît l'Etat en Afrique, notamment en Afrique centrale.
- 4 Il n'existe aucune étude consacrée aux *Zargina*, même si le phénomène n'est pas en soi une réalité récente (Saïbou 2001 : 138 ; voir aussi Eguchi 1978 : 594-603). Quelques travaux récents s'intéressent à la question de manière secondaire et périphérique. Ainsi de l'article de l'historien camerounais Saïbou sur les *Songoohé* qui débouche sur une hypothèse attribuant l'origine des *Zargina* aux rituels en usage avant la colonisation, alors que son propos principal consistait à déterminer la perception du banditisme sous toutes ses formes chez les populations du Diamaré sous l'occupation française (2001). Une autre production du même auteur, aussi récente que la première, étudie plutôt les diverses attitudes des autorités traditionnelles à l'égard des bandits pour examiner la possibilité de prendre appui sur elles en vue de lutter contre la criminalité (Saïbou 1998 : 63-76). A travers notre étude, nous avons voulu relativiser ce manque.
- 5 Notre recherche s'est déroulée entre avril et juin 2002 dans l'arrondissement de Touboro. Nous avons collecté nos données dans les villages qui longent la route allant de Ndjoro à Touboro-centre et à Dompota où nous avons rencontré des populations déplacées en quête de sécurité. L'observation aussi bien que l'enquête qui ont permis la collecte de ces données sont de type ethnographique. Des entretiens informels ont également été d'un apport précieux dans cette quête d'un matériau de qualité. La raison de ces choix méthodologiques est fort simple : le recours aux techniques vivantes formelles s'est avéré difficile, voire impossible ici du fait de la suspicion et de la peur généralisée qui règnent au sein des populations locales.
- 6 Le choix de ce champ d'étude a été dicté par l'actualité et sa situation géographique. Après plus d'un semestre d'accalmie <sup>1</sup>, l'on assistait pratiquement dans l'impuissance à la réactivation du phénomène des *coupeurs de route* dans le chef-lieu de cette circonscription et ses environs. A ce titre, cette localité offrait une précieuse occasion d'approcher cette forme de criminalité, Touboro est une circonscription qui appartient à la province du Nord. Elle est située à environ 425 km de Garoua, la capitale de la dite province, et 300 km de Ngaoundéré, Touboro a la particularité de limiter le Cameroun avec deux de ses voisins de la sous-région d'Afrique centrale, à savoir le Tchad et la République centrafricaine où l'on se plaint aussi des exactions des *coupeurs de route*. Dans ce sens également, le choix de cette localité nous permet de situer notre problématique au cœur des défis contemporains de la construction de l'Etat en Afrique <sup>2</sup>. Ceci est apparu d'autant plus envisageable que Touboro est situé dans une région où la prééminence de l'autorité étatique sur le pouvoir traditionnel reste encore à réaliser <sup>3</sup>.

- 7 La situation géographique de l'arrondissement de Touboro explique par ailleurs le brassage humain qu'on y rencontre : outre les nationaux, c'est-à-dire des Peul, des Gbaya et des Bororo, l'on trouve aussi des Tchadiens, des Centrafricains et même des ressortissants du Congo-Brazzaville. Ce brassage des populations d'origines diverses a été poussé à son comble avec la construction du pipeline Tchad-Cameroun qui a drainé une masse importante de chercheurs d'emploi autant que par les récents événements politiques survenus en RCA avec l'éviction *manu militari* du Président Ange Félix Patassé par le général d'armée François Bozizé.
- 8 Dans l'arrondissement de Touboro, l'islam côtoie le christianisme ; l'on peut également remarquer la présence, bien que limitée, de quelques nouvelles religions telles les Témoins de Jéhovah et nombre de variantes du pentecôtisme. Les principales activités économiques sont le commerce, l'élevage, notamment des bovins et des caprins ; on y pratique aussi l'agriculture vivrière et celle des cultures de rente, exclusivement le cotonnier.
- 9 Cet article s'emploie à rendre compte de la pratique et de la productivité de la criminalité perpétrée par les *coupeurs de route*. Il s'agit précisément de décrire les techniques de *coupe* et les formes de violences dont elles s'accompagnent afin d'évaluer leurs conséquences au niveau de l'individu, de la communauté locale (cadre du village) et leurs répercussions sur le projet stato-national.

#### Les arts de *couper*

- 10 Du mois d'avril à celui de juin 2002, 13 villages des environs de Touboro- centre et une voiture de la société Doba Logistics montée par son responsable local de transit ont été attaqués. A ces agressions s'ajoutent les deux embuscades que les *Zargina* ont tendues à la gendarmerie de Touboro en patrouille dans les villages de Oukoussoum et de Kadess, respectivement le 17 puis le 18 juin, et qui ont donné lieu à de vifs échanges de coups de feu entre les deux parties. De nos entretiens avec les victimes, il ressort que les malfrats ont eu recours à deux techniques pour aboutir à leurs fins : le siège du village et l'embuscade sur la route. D'après nos informateurs, ce sont là leurs méthodes habituelles.

#### Le raid sur le village

- 11 Parmi les treize villages qui ont reçu la visite des coupeurs de route au cours de la période sus-indiquée, se trouvent Bougoué, Panjama, Bingo. C'est dans ces bourgades que nous avons recueilli la plupart des données que nous analysons ici. Et selon les habitants de ces hameaux que nous avons rencontrés, les *Zargina* opèrent toujours arme au poing et surtout en équipe dont la dimension varie entre 15 et 20 membres. Ce sont donc de véritables gangs organisés avec un chef à qui les autres obéissent. D'après des informations recueillies à la gendarmerie de Touboro, ces bandits ont une parfaite connaissance des armes à feu. Pour leurs opérations, ils en possèdent qui ne manquent pas de sophistication. Les gendarmes qui ont eu l'occasion d'essayer les tirs attestent également de la bonne qualité des armes dont ils se servent pour commettre leurs forfaits : même si certaines informations peuvent s'avérer exagérées, l'on cite entre autres les mitraillettes, les FAL (Fusils Automatiques Légers) aussi bien que les lance-roquettes comme faisant partie de leur arsenal.
- 12 La plupart des gens qui ont déjà été en contact direct avec les *coupeurs de route* sont unanimes à reconnaître qu'ils n'arborent pas une tenue particulière qui indiquerait que nous sommes en présence d'une faction militaire. Toutefois, la gandoura, longue robe

dont la couture rappelle la soutane, reste la tenue la plus courante chez ces bandits. C'est par ailleurs une tenue que l'on pourrait considérer comme traditionnelle pour les populations de tout le Nord-Cameroun. Généralement, un épais turban, qui enveloppe complètement la tête jusqu'au menton, leur permet de masquer pratiquement tout le visage au point où seuls les yeux et la bouche sont visibles. La seule volonté d'échapper à une éventuelle dénonciation apparaît insuffisante à rendre compte de ce goût de la dissimulation. D'après nos informateurs, tout porte à croire qu'il y'a parmi eux des gens qui partagent le quotidien des villageois parce qu'ils sont toujours informés de toutes les transactions financières ou des périodes exactes de vaches grasses de la contrée. C'est pour cela que leurs attaques ne se font pas au hasard. Voilà à peu de choses près le portrait des individus qui sèment la terreur de village en village dans le Nord-Cameroun.

- 13 Quant à ce qui est des attaques des *coupeurs de route*, elles se font particulièrement de nuit quand cela a lieu au niveau d'un village. A Bingo, c'était à 3 heures du matin, la même heure à Bougoué alors qu'à Panjama, c'était à 4 heures, au moment où le sommeil apparaît le plus berceur pour les villageois. La nuit est donc leur moment de prédilection parce qu'elle leur offre l'avantage de courir moins de risques. Peu de curieux peuvent passer par là. Et même si c'était le cas, l'éventuel fouineur serait facilement transformé en proie. L'on peut remarquer que les agresseurs choisissent surtout les dernières heures de la nuit : "Ils savent que les patrouilles de gendarmes ne peuvent pas passer toute la nuit dehors, c'est pour cela qu'ils n'attaquent que vers la fin de la nuit", nous a confié un de nos interlocuteurs en guise d'explication.
- 14 Tout commence par le siège du village. Ce dernier est alors cerné de part en part par les assaillants de manière à former un nœud d'étouffement et de vigilance. La comparaison de cette forme de bouclage pourrait être faite avec celle dont usent les militaires en guerre lorsqu'ils ont surpris l'ennemi dans son lieu de repli. Les villageois sont réveillés à coups de fouet et de crosses de fusil. Sortis de leurs lits, ils sont parqués dans un coin de la cour, sous l'œil vigilant de leurs tortionnaires, comme du bétail attendant d'être vendu. Un informateur d'un campement bororo aux abords de Ndjoro s'indignait d'avoir été mis hors de son lit pratiquement en tenue d'Adam avec son épouse pour s'offrir en spectacle à ses enfants. C'est dire l'extrême violence et les traumatismes dont s'accompagnent ces interruptions involontaires de sommeil. Les coups de fouet qui s'abattent sur les individus qui tardent à exécuter les ordres des envahisseurs sont là pour attester du degré d'assujettissement dans lequel se trouvent les populations agressées. Toute insoumission est punie avec la dernière énergie parce que les malfrats entendent faire vite, de peur d'être surpris par une patrouille passant par là, et surtout parce qu'ils veulent créer un climat de peur, climat qui facilite la suite de leurs opérations. C'est ce que pense aussi Saïbou qui observe que "la violence précède la sommation pour inspirer la terreur" (2001 : 138).
- 15 Une fois regroupés dans la cour, les villageois, notamment les chefs de famille, sont sommés de retourner chacun dans son logis pour y prendre tout ce qui ressemble à de l'argent ou tout objet de valeur pouvant en procurer après vente. Chaque case est alors fouillée sans ménagement et dans sa totalité sous le regard menaçant d'une partie du gang des *Zargina* qui n'hésitent pas à mettre la main à la tâche. Pendant ce temps, l'autre partie du gang tient femmes et enfants en otage dans la cour alors que certains restent en faction aux différentes issues du village. Les cases fouillées et vidées de leur

contenu financier ou potentiellement financier, le butin est réuni et remis à qui de droit, c'est-à-dire au chef de bande.

- 16 Les *coupeurs de route* ne se limitent pas à ces seuls forfaits ; ils emportent aussi les jeunes filles, généralement les plus belles du village, quand ils ne les violent pas tout simplement sur place. A Bingo, nous avons rencontré une jeune fille de 18 ans, Zarma, enceinte de deux mois, suite à un viol lors de l'attaque de son village à la fin du mois d'avril. Parfois, ils pratiquent le rapt d'enfants. Près de Ndjoro, un Bororo nous a fait le témoignage suivant, pratiquement les larmes aux yeux. "Ils ont pris mes deux enfants parce qu'il savaient jugé que l'argent que je leur ai donné était insuffisant. Puis, quand j'ai demandé ce qu'ils vont faire des enfants, ils ont dit qu'ils les tueront si je ne pars pas vendre une partie de mon troupeau de bœufs pour leur remettre la somme de 400 mille francs cfa dans un délai d'une semaine". Il est aussi arrivé que le passage des *Zargina* dans un village s'accompagne de meurtres. A Panjama par exemple, au cours du mois de mai, un villageois qui n'a pas voulu céder a été tué. Il ressort ainsi que pour déposséder les populations, ces bandits ne reculent devant aucune exaction. Outre cet assassinat, il nous a été donné de rencontrer plusieurs personnes dont le corps accusait encore les marques d'une douloureuse flagellation. Cela dit, la seconde technique à laquelle les *Zargina* ont recours produit-elle les mêmes effets ? Comment procèdent-ils quand il s'agit de *couper la route* proprement dite ?

L'embuscade sur la voie publique

- 17 La seconde technique à laquelle les *coupeurs de route* ont habituellement recours est celle à partir de laquelle ces bandits ont reçu ce nom. Le stratagème ne consiste pas à matérialiser sur la route une barrière comme le font communément les forces de l'ordre au Cameroun pour procéder au contrôle des usagers de la route. Mais, nul ne peut nier que son théâtre d'effectuation reste la route.
- 18 La dégradation (très avancée) des pistes rurales constitue un précieux allié pour les *Zargina* comme le démontre le choix de leurs sites d'opération. De l'avis de nos informateurs, ils ne tendent pas d'embuscade n'importe où ; ils s'investissent particulièrement dans les endroits où l'état de la chaussée oblige les véhicules à rouler à une vitesse de piéton. Certains se tapissent dans l'herbe pendant que les autres les éclaireurs se postent sur les arbres. Ce dispositif est mis en place de chaque côté de la route sur une distance de 10 à 15 m de manière à ne donner aucune chance à un véhicule tombé dans le guet-apens de s'échapper.
- 19 Le principe c'est que ceux qui occupent les premières positions par rapport à l'arrivée de la voiture la laissent s'enfoncer dans l'espace de route contrôlée par le gang avant d'attaquer. Ainsi, lorsqu'une voiture vient au loin, le chauffeur ne peut se douter de rien. C'est dire que les *coupeurs de route* comptent beaucoup sur l'effet de surprise. Le chef de transit de l'entreprise Doba Logistics, une entreprise assurant le transport des tuyaux du projet Pipeline, qui a été attaqué 28 juin à Karan Panjama, un village à 7 km de Touboro-centre, confirme cette thèse lorsqu'il affirme que "S'ils ne m'avaient pas surpris, je suis sûr que cela n'allait pas se passer comme ça" ; même si ces propos peuvent friser l'exagération, l'on ne peut nier la productivité de l'effet de surprise dans le succès des entreprises des *Zargina*.
- 20 Une fois la voiture immobilisée, les occupants sont sommés de descendre, les mains sur la tête. Un des bandits, peut être le chef de gang, leurs enjoint de se fouiller individuellement et de lui remettre tout ce qu'ils possèdent comme argent et objets de valeur tels que les bijoux, les montres, etc. Une ancienne victime aujourd'hui

commerçant à Touboro, nous a confié que les passagers sont ensuite divisés en deux groupes distincts : d'un côté, ceux qui ont donné quelque chose et de l'autre ceux qui ont déclaré être démunis. C'est alors que les coupeurs de route eux-mêmes procèdent à une autre fouille qui va cette fois là jusqu'aux bagages et aux parties intimes des passagers. Ceux qui n'ont effectivement rien sur eux ou dans leurs bagages sont mis de côté. Ils sont rejoints par les passagers qui ont voulu jouer aux malins en déclarant seulement une partie de leurs avoirs réels. Les passagers restants sont les spectateurs d'une violente flagellation de ce premier groupe. Il est reproché aux démunis du moment de ne pas prendre d'argent sur eux quand ils se déplacent, et aux autres leur égoïsme. L'instrument de la flagellation est un fouet obtenu à la suite du dessèchement des peaux de bêtes, notamment d'hippopotame ou de bœuf : il s'agit de 4 à 5 lanières obtenue de cette manière. Ici aussi, l'on a signalé la pratique du viol des femmes.

- 21 Nos informateurs nous ont permis de découvrir que les *Zargina* ont des préférences en termes de période de la journée quand il s'agit de tendre une embuscade. C'est reconnaître qu'ils ne font finalement rien sans calcul. Ainsi, les périodes de la journée au cours desquelles l'on court le plus de risque d'être attaqué dans Touboro et ses environs sont l'aube et le crépuscule : cela signifie que le véhicule qui se lance sur la route d'une part, entre 4 heures du matin et 8 heures et, d'autre part, entre 16 heures et 20 heures a une forte probabilité de rencontrer les coupeurs de route sur son chemin. Le fait que le responsable local de transit de Doba Logistics se soit fait prendre autour de 4 heures à l'aube le montre bien. Cependant, ces horaires ne valent que dans les zones qui ne sont pas totalement sous leur emprise.
- 22 Il existe en effet nombre de pistes qui sont réputées être sous le contrôle de ces bandits. Un conseiller municipal de la commune rurale de Touboro nous a par exemple confié que la route qui va de cette localité à Dok en direction de Mbaï-Mboum (marché frontalier camerounais situé à 4 km du Tchad et à 6 de la République centrafricaine), soit 83 km de piste non bitumée, est une zone où règne une insécurité permanente. L'entreprise qui construit l'oléoduc tchadien au Cameroun subordonne tout voyage de Ndjoro à Touboro, environ 25 km de trajet, à une autorisation de la direction générale dont le siège est à Douala, c'est-à-dire à plus de 1000 km de la dite localité. Les autorités de la place nous ont informé que la route Touboro- Tcholliré constitue également une zone dangereuse. Aussi les employés du projet d'exploitation pétrolier tchadien chargés de prendre contact avec les autorités administratives doivent-ils revenir à Ngaoundéré pour prendre la route de cette ville à Tcholliré. Si ce second trajet se fait en 8 heures, le premier ne demande que 3 heures au maximum (vitesse moyenne). A Helbao, village situé à 40 km de Touboro, il existe toute une route qui a été baptisée *Route des coupeurs de route*, elle joint le lieu dit Carrefour Souley à la Centrafrique (4 km à vol d'oiseau) et a valeur de peste pour les populations qui pensent que l'emprunter est une forme de suicide.
- 23 Ce que l'on peut retenir de l'examen de ces deux procédés c'est que, quel que soit l'angle sous lequel on le considère, le phénomène des coupeurs de route est une forme de sublimation de la violence. C'est une manifestation de la *violence totale* : violence physique, violence économique (transfert des biens et de l'argent des paysans aux bandits), violence politique parce qu'elle organise la mise en déroute d'un certain nombre de libertés publiques pourtant garanties par la loi fondamentale, violence enfin de type psychologique que ressentent les nombreuses femmes violées ici et là, ou les parents nus devant leurs enfants. C'est donc une violence qui est vécue avec la même

intensité tant au plan individuel que collectif. Bref, c'est la possibilité d'une vie sociale elle-même qui est remise en cause. Croyant avoir suffisamment décrit le phénomène des coupeurs de route, nous voulons à présent tenter de l'expliquer pour examiner plus tard sa productivité.

Aux sources d'un phénomène

- 24 Pour saisir cette forme de violence, nous avons cru bon d'adopter une démarche similaire à celle que suggère Houssay-Holzschuch (2002 : 43), qui milite pour "une approche de passeur, liant l'ici et l'ailleurs pour mieux comprendre les deux et informer un devoir d'agir sur les deux". Dans notre propos, l'ici c'est l'ensemble des dynamiques sociopolitiques actuelles (fin de la décennie 80 à aujourd'hui) et l'ailleurs, la possibilité que l'histoire propre des sociétés africaines offre à la saisie des réalités qui les traversent depuis la période post coloniale. Cela ne signifie pas que nous dédaignons ce que l'histoire coloniale donne comme enseignement.

La culture de la prédation en question

- 25 Pour rendre compte de l'enracinement de la criminalité rurale au Nord-Cameroun, deux pistes peuvent être explorées : l'une est liée à l'existence de ce que nous appelons une culture de la prédation et l'autre conduit à l'esclavage en vigueur dans cette partie du territoire camerounais avant la colonisation. Dans cette subdivision, nous explorons la première de ces explications.
- 26 L'histoire propre des différents types de formations sociales que l'on rencontre au Nord-Cameroun atteste de la valorisation de la rapine à telle enseigne que l'on pourrait bien parler d'une culture de celle-ci. Telle est l'hypothèse qui guide notre réflexion. La vérification de cette proposition oblige à faire une excursion dans la période pré-coloniale.
- 27 Si l'on en croit E. Mohamadou (1966 : 237), l'on peut repérer dans cette phase historique qui précède la colonisation deux périodes distinctes :
- La première ...va de la préhistoire jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle. Elle marque la phase de mise en place des différents groupes ethniques et la période d'élaboration des traits de culture spécifiques... les changements sociaux qui ont lieu durant ces siècles ne revêtent qu'une ampleur restreinte, puisqu'ils se déroulent dans le cadre de groupes ethniques réduits et isolés.
  - La seconde... ne s'étale que sur un siècle, le XX<sup>e</sup> siècle. Mais cette courte période va transformer radicalement le visage du Nord-Cameroun, tant dans ses structures sociales, son organisation politique, que dans sa vie économique et ses caractéristiques culturelles.
- 28 Ce changement, le plus grand qu'ait connu le Nord-Cameroun dans son ensemble, est provoqué par les Foulbé et la nouvelle civilisation qu'ils introduisent dans cette partie du Cameroun à la faveur de la conquête qu'ils opèrent.
- 29 C'est au cours de cette seconde période que les structures politiques de type féodal, que l'on appelle aujourd'hui les *lamidats*, vont se mettre en place au détriment des premiers habitants de la région. C'est également à partir de cette phase historique que la structure sociale, devenue hétéroclite et pluriethnique, va s'engager dans la voie d'une hiérarchisation marquée. A la classe dominante peule s'oppose désormais la masse des premiers occupants de la région qui évolue en marge du pouvoir et est généralement non islamisée (d'où le nom *Kirdi* i.e. non musulman qu'on leur donne alors).
- 30 La réaction des exclus ne va pas se faire attendre : elle est vite choisie. Ce sera la rapine qui apparaît ici comme un mode d'expression ou une forme de résistance à la nouvelle

autorité (Saïbou et Adama 2002 : 360-63). La conduite des occupants de la plaine du Diamaré est fort révélatrice à ce sujet : les communautés peules ont fréquemment eu maille à partir avec ces populations dont la répugnance à la centralisation prédisposait à une résistance opiniâtre contre toute forme de contrainte (Saïbou 1998 : 65). Nombre de localités occupées par elles ont été mises sur le qui-vive par les attaques incessantes des tribus qui avaient fait de l'acte de vol perpétré contre le Peul une vertu, une pratique réclamée à tous ses membres. Chez ces peuples, la prédation était devenue une valeur culturelle. Il en est ainsi des Moundang comme des Mousgoum.

- 31 Cette valorisation de la criminalité en milieu rural au Nord-Cameroun n'a subi aucune modification avec l'avènement de la colonisation. Elle s'est plutôt enracinée de manière profonde. Malgré le sentiment d'insécurité et de terreur que les voleurs à main armée inspirent à l'ensemble des populations durant toute cette période, dans leur imaginaire, notamment celui des gens de la plaine du Diamaré et en particulier parmi les Peuls, pourtant principales victimes de leurs razzias, ces grands bandits ont laissé une image valorisante, chevaleresque. On les connaît sous l'appellation de *Songoöhe*. Divers témoignages recueillis auprès des contemporains de cette époque traduisent une sublimation des actes des *Songoöhe*. Ils sont réputés bandits sociaux, gentlemen cambrioleurs, régulateurs des inégalités de fortune, bref une sorte de Robin des Bois ne volant qu'aux riches pour partager aux démunis (Saïbou 2002 : 139-40).
- 32 Il ressort ainsi que si le voleur à main armée de la période coloniale est célébré, c'est surtout parce que pour les populations, il milite contre l'ordre établi par le colonat, un ordre d'injustices qu'il chercherait à corriger. En dehors de cette institutionnalisation du vol comme vertu, arme de lutte contre l'envahisseur à la suite d'une mutation importante qui a vu les structures politiques de type féodal, puis la situation coloniale se mettre en place, l'on pourrait aussi interroger la trajectoire culturelle propre de nombre de formations sociales de la période ayant précédé cette évolution historique pour comprendre l'origine de la violence qui a cours aujourd'hui en milieu rural au Nord-Cameroun. Certaines approches nous apprennent en effet que "le vol fait partie intégrante [de] la culture et des modes d'accumulation" chez certains peuples de cette région, bien avant la geste peule : "Il en est ainsi des Massa et des Guiziga chez qui le palmarès de vols réussis sans se faire prendre confère aux jeunes gens un certificat de bravoure, de virilité et de maturité" (Saïbou 1998 : 66).
- 33 Si la piste de la résistance apporte de nombreuses informations pour comprendre l'origine de la violence des coupeurs de route, l'on ne saurait s'y arrêter en raison du préjugé dont elle est porteuse, à savoir qu'il y'aurait d'un côté des peuples voleurs, notamment les non-musulmans, et de l'autre des peuples honnêtes, c'est-à-dire les Peuls. C'est pour éviter ce *poulocentrisme*<sup>4</sup> que nous proposons d'explorer une seconde. A la lumière de la traite transsaharienne
- 34 L'introduction des structures politiques de type féodal dans le Nord-Cameroun au cours du XX<sup>e</sup> siècle s'est accompagnée d'une transformation profonde et significative de l'organisation sociale et de la civilisation. Avant cet événement historique d'envergure, l'on a affaire à des structures sociales segmentaires sans pouvoir politique centralisé que l'on "peut...qualifier d'égalitaires si on les compare aux sociétés musulmanes" (Pontié, 1984 : 218) que l'on voit se mettre en place après cette mutation sociohistorique. La stratification sociale est presque nulle ; la seule hiérarchie reconnue est une hiérarchie fonctionnelle entre les groupes de parenté : "Entre les différents groupes de parenté représentés au niveau du village existe une hiérarchie basée sur

l'ancienneté d'installation. Cette hiérarchie est plus ou moins nette selon les sociétés considérées et la rareté des terres... seuls sont propriétaires les descendants du ou des clans fondateurs" (Pontié 1984 : 218) parce qu'ils constituent les plus anciens. L'installation d'un nouveau venu nécessite donc en premier leur accord même si celui du groupe qui exploite les terres sollicitées est également requis. Bref, les rapports sociaux ne sont pas fondés sur l'inégalité.

- 35 Avec l'avènement des structures de type féodal, le changement sera radical. D'abord au niveau de la structure sociale : l'on passe d'une société égalitaire à une société hiérarchisée avec "deux classes nettement distinctes et opposées" (Boutrais 1984 : 256). L'élément significatif c'est le principe qui préside à la stratification, à savoir la liberté : on a d'un côté "les hommes libres... descendants des conquérants foubé du pays ou population musulmane des villes (Haoussa, Bornouan) ; [et de l'autre] les captifs... descendants des autochtones soumis ou d'esclaves achetés" (Boutrais 1984 : 256). Dans la mesure où cette forte hiérarchisation sociale débouche sur "une véritable seigneurie féodale" (Motazé Akam 1998 : 41) il va sans dire que la possession des esclaves est une marque de grandeur, de notabilité et une situation activement recherchée.
- 36 Cette mutation survenue dans la structuration de la société entraîne une course impitoyable à l'accumulation des esclaves ; l'on assiste alors à la mise en place d'un système foncièrement conquérant qui pénètre le Nord-Cameroun" (Motazé Akam 1998 : 41). Les expéditions esclavagistes n'étaient pas une partie de plaisir ; elles s'accompagnaient de violences quotidiennes particulièrement atroces (Beauvilain 1989 : 313-15). C'est à ce titre que l'histoire pré-coloniale de cette partie du territoire camerounais paraît intéressante pour comprendre la criminalité qui y sévit aujourd'hui. Outre cette course au positionnement dans le système social, l'on pourrait aussi interroger la pratique des razzias pour payer le tribut au suzerain et pour alimenter la traite transsaharienne. Les *lamibé*<sup>5</sup> étaient les vassaux de l'émir de Yola et devaient donc lui payer un tribut en esclaves chaque année. En outre, le Nord-Cameroun constituait un grand centre de commerce des esclaves. Et les expéditions étaient l'occasion de capturer les hommes nécessaires à tous ces besoins. Au cours de telles campagnes, l'on procédait par raids ; ceux-ci donnaient lieu à des scènes indescriptibles de pillage et de destruction dans les villages agressés (Beauvilain 1989 : 314).
- 37 Pour avoir une idée de l'ampleur des atrocités commises dans les villages razzés, on peut partir des faits historiques remontant de la période esclavagiste justement. Les récits de Barth, témoignant à la suite d'une participation à une campagne dans le pays Mousgoum, actuel département du Mayo Danay, sont intéressants à ce sujet. Deux exemples peuvent être retenus : les villages de Demmo et de Kokala. Dans la première localité, la razzia du village a laissé un tableau dans lequel les cadavres se confondaient avec les ruines de maisons en fumée ; à Kokala, en plus des cinq cents esclaves capturés, l'on "tua sans pitié tous les hommes adultes, pour la plupart grands mais aux traits peu avenants, ou plutôt, on les laissa périr misérablement, après leur avoir coupé une jambe" (cité par Beauvilain 1989 : 314). Toujours selon Barth, dans la plupart des villages, les envahisseurs emportaient avec eux tous les jeunes gens en massacrant les vieux, laissant ainsi la contrée à la merci de la famine. Ces témoignages de l'explorateur allemand en disent long sur les scènes de violence dont s'accompagnaient les expéditions esclavagistes perpétrées par les Peuls et sur leur degré de cruauté. Ces développements montrent également que durant la période précoloniale, l'usage de la

violence n'est pas la chasse gardée des *Kirdi*, qui apparaissent plutôt ici comme des victimes.

- 38 Si l'on ne tue plus pour le plaisir aujourd'hui, il n'en demeure pas moins que les visages que présente la criminalité rurale contemporaine au Nord-Cameroun ont quelque chose à voir avec ceux des expéditions esclavagistes de la période pré-coloniale. Aujourd'hui comme hier, la violence dans les villages est le fait de groupes organisés. Plusieurs milliers de cavaliers armés participaient aux campagnes d'autrefois ; les coupeurs de route sont des gangs réunissant plusieurs dizaines de brigands solidement armés. Hier pour razzier dans les villages, l'on procédait par raids. C'est la même technique qu'utilisent les coupeurs de route. C'est dire que l'on se trouve en présence de la routinisation (Giddens 1987) d'une pratique de la violence. Cette lecture s'impose d'autant plus que les diverses administrations qui se sont succédées durant la situation coloniale n'ont jamais pu lutter efficacement contre l'esclavage (Séhou 1999 : 105-24). Ce qui suggère que la colonisation n'a pas pu subvertir la trajectoire précoloniale de la violence.
- 39 Au demeurant, il ressort de cette interrogation du temps long que la criminalité qui sévit dans le milieu rural au Nord-Cameroun aujourd'hui pourrait bien se comprendre comme un phénomène mettant en lumière l'appropriation <sup>6</sup> d'une technologie de la pratique du crime et de la violence. Et dans ce sens, le phénomène des coupeurs de route est une ruse de l'histoire propre des sociétés de cette partie du Cameroun qui resurgit sous la forme de la marginalité. Le reconnaître ne signifie pas adhérer à la thèse de l'extraversion défendue par J.-F. Bayart (1999 : 106), qui estime que la violence qui sévit actuellement en Afrique ne procède "pas d'une rupture radicale, celle de la colonisation, mais de continuités historiques, celles de l'extraversion", réalisée dans notre cas par le biais de l'économie de traite transsaharienne. Plutôt, nous assistons de cette façon à l'émergence d'une violence d'un genre nouveau dont les référents n'ont plus grand chose à voir avec les périodes pré-coloniale et coloniale même si l'on ne peut nier qu'elle s'en inspire. Etant entendu que "le consommateur, par l'usage qu'il fait de la consommation en général, fabrique du sens, appose sa marque (on dirait aujourd'hui sa "griffe") aux produits reçus" (Mayol 2002 : 208), quelle est donc la signification que prend la réactivation du phénomène des coupeurs de route aujourd'hui dans le milieu rural septentrional au Cameroun ?

L'éclairage de la lecture diachronique

- 40 Si l'on en croit Durkheim (1999 : 66), le crime "est un facteur de santé publique". Ce qui signifie que la saisie de la réactivation de la criminalité rurale au Nord-Cameroun se ramène à celle du contexte socio-politique qui l'a vue se réaliser. Abordée sous cet angle, cette forme de banditisme s'avère être la face visible de l'iceberg, un indicateur de l'état de la société camerounaise au moment de sa résurgence. Les historiens situent la recrudescence du grand banditisme, notamment celui des coupeurs de route, à l'orée de la décennie 80 (Saïbou 1998 : 67).
- 41 Et dans ce sens, la réapparition de la criminalité rurale dans le Nord-Cameroun est aussi liée au processus de démocratisation enclenché à la même période. Cette thèse apparaît d'autant plus pertinente qu'on sait que "classiquement, une société en bouleversement, qui repense ses fondements mêmes, est vulnérable à la violence" (Houssay-Holzschuch 2002 : 47). Il suffit de se rappeler que cette période de revendication de l'instauration de l'Etat de droit au Cameroun a donné lieu au recul de la répression policière pour mesurer le poids de cet argument. En reculant, la

répression policière a libéré des espaces dans lesquels les criminels de tous bords se sont rués, se réappropriant au passage nombre de pratiques déjà bien connues. C'est l'exemple que les coupeurs de route offrent à l'observateur.

42 Dans la mesure où le mouvement de contestation du régime monopartisan constitue l'expression de la précarisation des conditions d'existence des populations camerounaises à la suite d'une certaine gestion de l'Etat (Médard 1995 : 355), l'on peut aussi lier la recrudescence du phénomène des coupeurs de route au fonctionnement dudit Etat, notamment à l'économie de prédation qui le caractérise (Médard 1977 : 35-84 ; Sindjoun 1994 : 160). L'on peut alors voir dans *la coupe* une pratique inédite d'appropriation du bien commun par le biais de la violence. Elle apparaît dès lors comme le miroir renversé du fonctionnement de l'Etat camerounais, surtout lorsque que l'on sait que le phénomène *des coupeurs de route* est fondamentalement une opération de transfert de propriété. Il s'appréhende dans ce sens comme une forme d'économie de prédation qui s'exerce sur le petit peuple.

43 Il est symptomatique de ce rapport à la prédation que les *Zargina* soient particulièrement actifs dans les périodes de vaches grasses. La recrudescence de leurs attaques coïncide toujours avec le début de la commercialisation du coton -la principale culture de rente de la région-, comme nous l'ont confié nos informateurs. Cette année, elle a culminé avec l'organisation de la campagne électorale au courant du mois de juin à telle enseigne que la brigade de gendarmerie de Touboro s'est sentie débordée au point de recourir par moments à l'aide des forces de l'ordre tchadiennes. Or qui dit campagne électorale dit circulation d'importantes sommes d'argent, c'est-à-dire de la principale ressource qui attire les *Zargina*. Dans le même ordre d'idées, le réveil brutal du vol à main armée dans les localités de Touboro peut aussi s'expliquer par les travaux de construction de l'oléoduc tchadien dans cette région, oléoduc qui traverse le Cameroun du nord au sud. Les populations locales sont en effet convaincues que ce chantier draine beaucoup d'argent. Cet argument n'est pas à négliger, surtout lorsqu'on sait que la seule voiture tombée dans l'embuscade des coupeurs de route entre mai et juin sur la route Ndjoro-Touboro appartenait à Doba Logistics, l'une des entreprises qui contribuent à la réalisation du projet d'exploitation pétrolier tchadien. Eu égard à tout ce qui précède, il apparaît que la précarisation des conditions de vie que connaît le Cameroun depuis la fin de la décennie 80 constitue aussi une piste pour comprendre la réactivation de la criminalité rurale au Nord-Cameroun. Cette dernière se présente dans ces conditions comme une technologie d'instrumentalisation du désordre qui emprunte les voies de la violence, une violence prédatrice qui opère par appropriation des pratiques en usage dans l'administration publique et organise l'inscription des bandits, notamment les *coupeurs de route*, et des gouvernants camerounais dans un même champ épistémique. Est-il besoin de rappeler que cette alliance entre les réseaux criminels *du haut* et ceux *du bas* s'effectue au détriment du petit peuple que constituent les paysans ? Cela étant, quelles sont les conséquences, les répercussions de cette forme de *prédation par le bas* sur la construction de l'Etat au Cameroun ?

Logiques de déconstruction

44 Le phénomène des coupeurs de route débouche sur une profonde remise en question de la citoyenneté, entendue comme vécu et des fondements mêmes de l'Etat.

Les réfugiés de l'intérieur

- 45 Au cours de notre descente sur le terrain dans les localités de Touboro qui ont reçu la visite des coupeurs de route, il nous a été donné de constater que nombre d'habitations se sont vidées de leurs occupants. D'après les informations recueillies, ces derniers ont préféré prendre la poudre d'escampette au lendemain de l'attaque des coupeurs de route. Les traces de ces fuyards n'ont pas été difficiles à retrouver. Leurs déplacements se sont effectués en direction des endroits qu'ils jugeaient plus sécurisants, c'est-à-dire directement en plein cœur du centre administratif de Touboro qui, rappelons-le est le chef-lieu d'un arrondissement, ou aux abords se la nouvelle route qui va de l'arrondissement de Bélel au pont sur la Mbéré qui relie le Cameroun au Tchad. Un de ces réfugiés nous a confié qu'il s'est déplacé parce que sa sécurité n'était plus garantie à Panjama où il vivait avant.
- 46 Ces mouvements migratoires sont à la mesure de la panique que la moindre évocation du mot *Zargina* suscite. Le vendredi 12 juillet 2002, la nouvelle de la présence des coupeurs de route dans les environs du village Ndjom a entraîné une atmosphère de crispation générale dans les cases des populations, y compris dans les villages à 20 km à la ronde ; l'angoisse était visible sur toutes les figures. Un regard interrogateur accueillait tout visiteur dont le visage était inconnu. La suspicion était alors à son paroxysme.
- 47 De tout ce qui précède, il ressort que l'ambiance d'insécurité généralisée que les coupeurs de route instaurent dans les régions qui sont sous leur contrôle remet en question le droit de se fixer ou de s'installer partout librement sous réserve des dispositions légales que prévoit pourtant le préambule de la constitution du 18 janvier 1996. Et dans ce sens, il s'agit d'un phénomène qui évolue à rebours de la citoyenneté telle que définie par le législateur camerounais. L'on se trouve face à une situation où les règles de droit n'ont plus aucun effet ou, pour le dire autrement, elles sont mises entre parenthèses.
- 48 Or, si l'on en croit Schnapper et Bachelier (2000 : 9), "La citoyenneté a d'abord un sens juridique (...). Le citoyen est un sujet de droit. Il dispose à ce titre de droits civils et politiques". Quand on sait qu'au nombre des droits civils se trouve aussi celui à la propriété, est-il possible de prendre les paysans de toutes les localités, comme celles de Touboro, pour des citoyens ? Difficile en effet de concéder ce statut à des individus qui n'ont jamais su ce que jouir de sa propriété signifie.
- 49 Ce n'est pas la peur qui les habite en permanence qui le démentirait. La gendarmerie territoriale de Touboro nous a informé que les populations agressées préfèrent se taire lorsqu'on leur demande des informations. Si pour les gendarmes, "Les gens refusent de collaborer. Lorsque leurs enfants sont pris en otage, ils préfèrent aller eux-mêmes négocier et donner la rançon en nous indiquant de mauvaises pistes", nous croyons plutôt qu'il s'agit là d'un indicateur qui rend compte de la situation de terreur que connaissent ces populations. Or la citoyenneté est par essence une affaire d'émancipation. C'est dans ce sens aussi que le phénomène des *coupeurs de route* constitue une pratique qui débouche sur la désintégration de la citoyenneté pour ceux qui le subissent et à l'aliénation de celle des acteurs.
- 50 Au Nord-Cameroun et même à l'est, notamment entre Bertoua et Garoua Boulaiï, localité ayant aussi subi les violences de la coupe avant le bitumage de la route entre ces deux circonscriptions, l'on dit les *Zargina* à la solde des autorités traditionnelles. Depuis la période coloniale, il est de notoriété que "dans les régions où une autorité traditionnelle forte assure le commandement et rend la justice, ce sont, le plus souvent,

les chefs eux-mêmes qui sont complices des bandits" (Saïbou 1998 : 70). Or la localité de Touboro se trouve dans le territoire du lamidat de Rey Bouba, une chefferie traditionnelle réputée pour son emprise sur ses administrés. De même au cours de la campagne de lutte entreprise par le groupement anti-terroriste de la gendarmerie nationale (GPIGN) contre le phénomène des coupeurs de route à l'occasion du bitumage de la route Bertoua-Garoua Boulai, nombre de chefs de villages de la région ont été abattus alors que les forces de l'ordre savait n'avoir affaire qu'aux malfrats. Il ne nous a pas cependant été donné de vérifier la collaboration des autorités traditionnelles avec les coupeurs de route ; c'est pourquoi nous restons prudent quant aux conclusions que l'on peut tirer à partir de leur prétendue implication. Néanmoins, elles permettent d'émettre l'hypothèse de l'allégeance des *Zargina* aux chefferies traditionnelles de cette région au détriment de l'Etat. Ce qui met la souveraineté de l'Etat en concurrence.

- 51 L'on sait par exemple que les *Zargina* tiennent également leur efficacité de l'*infrastructure civile* qui joue les agents de renseignements dans les villages pour eux. Ce sont les agents de ces réseaux qui vivent au quotidien avec les paysans et qui profitent de cette situation privilégiée pour enquêter sur les diverses transactions financières et les opérations économiques, de divers ordres, réalisées dans le village ou en dehors par les ruraux. Ce sont ces gens immergés dans le corps social, qui servent d'éclaireurs et d'informateurs au reste de la bande. Si l'on table sur la docilité des populations à l'égard de leurs souverains traditionnels, il pourrait tout de même paraître pertinent d'envisager l'intelligibilité du phénomène des *coupeurs de route* à partir de la thèse de la conspiration/collusion entre ces malfrats et les souverainetés périphériques.
- 52 Vu sous cet angle, le phénomène des *coupeurs de route* apparaît également comme une pratique de déconstruction de la citoyenneté de type républicain au profit de l'affirmation de l'allégeance à une légitimité infra-étatique. Au demeurant, la criminalité rurale met en cause la possibilité même de la construction d'un Etat-nation ; c'est une technologie d'exclusion des paysans, et partant de fragilisation de ceux-ci, par le biais de la déconstruction de l'ordre et de la sécurité mis en place par l'Etat camerounais.

#### La crise de l'ordre étatique

- 53 Analysé sous cet angle, le phénomène des coupeurs de route apparaît en effet comme un processus d'organisation d'un gouvernement de l'insécurité qui échappe à l'emprise du pouvoir d'Etat en face duquel il s'institue en défi. Dans la mesure où la "*sociogenèse*" de [l'Etat camerounais], de son "*ordre politique*" dans son rapport à la société révèle une quête de la totalisation de la vie politique et sociale sur les plans matériels, sécuritaire et symbolique... dominée par l'exclusivité de la violence d'Etat (Chouala 2001 : 20) l'émergence de cette forme de banditisme qui se déploie à l'échelle du village constitue en réalité la consécration de la démonopolisation de l'usage de la violence.
- 54 Cette mise en concurrence de l'ordre étatique est d'autant plus visible que ses agents, notamment les gendarmes, sont les personnes les plus visées lorsqu'un véhicule tombe dans une embuscade tendue par les *Zargina*. Avant de s'en prendre aux autres occupants du véhicule, ils *abattent* d'abord systématiquement tout ce qui est *béret rouge*. Ce qui signifie que les bandits les perçoivent comme des ennemis à abattre. Cette stigmatisation du gendarme de la part du *Zargina* atteste d'une lecture du projet stato-national par ce dernier : en effet, le gendarme apparaît comme une figure de préservation de l'ordre érigé par la puissance publique. Et dans ce sens, son assassinat par le coupeur de route a une valeur symbolique : il s'agit d'une mise à mort

symbolique de la sécurité garantie par l'Etat. Les nombreux gendarmes qui sont donc *immolés* partout par les coupeurs de route valent du coup moins en tant qu'usager de la route que comme représentant d'un ordre, d'une institution.

- 55 Pour fragiliser l'ordre établi, les *coupeurs de route* l'empêchent d'user de l'une de ses ressources les plus importantes dans la lutte contre le banditisme, à savoir la collaboration des populations. Une autorité municipale de Touboro témoigne en effet que "Pour les populations, il est dangereux que l'on te voye en compagnie des forces de l'ordre ou tout simplement d'un gendarme. On nous dit souvent que les forces de l'ordre ne vont pas rester tout le temps avec nous ; plusieurs d'entre nous sont enlevés de nuit, on va les molester ou les tuer".
- 56 Ce traitement administré aux villageois rend le travail de la gendarmerie d'autant plus difficile que chaque paysan comprend qu'il a intérêt à se taire, à ne pas collaborer avec elle s'il ne veut pas être la prochaine victime de ces malfrats. Il y a ici une bataille à distance entre le dispositif mis en place par le pouvoir d'Etat et le *désordre* que les coupeurs de route s'emploient à instituer. Du fait que la dite bataille tourne à l'avantage de ces derniers et fragilise les capacités d'intervention des forces de l'ordre, "La conjoncture sécuritaire [qui s'ensuit] conduit à une crise d'état de l'Etat et induit une dépréciation de la souveraineté entendue dans la perspective de J. Bodin comme capacité de contraindre et de commander sans être ni contraint ni commandé par qui que ce soit" (Chouala 2001 : 20).
- 57 Ce processus de déconstruction de l'ordre sécuritaire établi, et partant de l'Etat, va plus loin dans certaines de ses figures notamment quand les *Zargina* s'attaquent directement aux structures propres de l'Etat. Ce fut le cas à Mandingring en 1998 : la brigade de gendarmerie de ce petit district, situé à 130 km de Touboro sur la route qui relie cette localité à Garoua, avait reçu la visite des coupeurs de route. L'opération a eu lieu de nuit ; le gendarme qui assurait la garde ce jour-là fut tué alors que la brigade se vit soulager de son arsenal au même moment qu'une radio de commandement de la gendarmerie était emportée par les malfrats. Apparaît ainsi que le phénomène des *coupeurs de route* va plus loin que la simple démonopolisation de l'exercice de la violence ; il constitue un défi à l'entreprise de construction de l'Etat au Cameroun. A travers cette remise en question de ses symboles, ce ne sont plus les capacités à assurer la sécurité des citoyens qui sont interrogées mais l'existence même de l'Etat camerounais. De ce point de vue, le phénomène des *coupeurs de route* débouche sur une entreprise de désétatisation.
- 58 Il est symptomatique de cette productivité de la violence administrée par les *Zargina* que leur champ d'opération n'ait rien à voir avec les frontières étatiques. Le Tchad et la Centrafrique connaissent la même situation. Nombre d'informateurs nous ont confié que les acteurs de ces forfaits sont les mêmes aussi bien au Cameroun que dans les deux pays sus cités. A Helbao, un village de l'arrondissement de Touboro sur la route qui relie le Cameroun au Tchad, il existe une route qui débouche sur le territoire de la République centrafricaine que l'on appelle route des coupeurs de route. Ce qui atteste que les acteurs de ce banditisme sont les mêmes dans les deux Etats. Dans l'arrondissement de Garoua Boulaï, notamment dans la localité de ce nom même, les populations ont confirmé que ce sont les mêmes individus qui opèrent de part et d'autre de la frontière RCA-Cameroun. Des témoignages concordants soutiennent que les éléments des anciennes forces régulières du Tchad font partie des malfrats qui tiennent les populations en respect dans les villages de la localité de Touboro. Il ressort

de ce qui précède que le phénomène des *coupeurs de route* participe à sa manière à l'actualisation de *la fin des territoires* (Badie, 1995) en Afrique centrale.

#### Conclusion

- 59 Nous ne sommes pas sûr d'avoir comblé les attentes qu'aura légitimement soulevées cette étude qui se veut une lecture ethnographique de la pratique et de la productivité de la criminalité rurale au Nord-Cameroun. Mais nous sommes à présent fondé à soutenir que ce phénomène, tel que vécu ou pratiqué ici, est une réalité complexe. Administration de la violence sous toutes ses formes et sous des visages aussi variés que ses méthodes de déploiement, le phénomène des coupeurs de route peut également se comprendre de manière différente selon la posture adoptée. Si l'on prend en compte le temps long, il apparaît comme la réappropriation d'une culture de la prédation dont les sédiments se situent dans la durée. Dans la séquence actuelle, la criminalité rurale pourrait être appréhendée sous la figure d'un mode d'expression par la voie de *l'Exit Option*. Elle procède aussi de la désintégration de la citoyenneté et de la désétatisation. Et c'est en ce sens que la violence orchestrée par les coupeurs de route constitue un défi/challenge pour la construction de l'Etat-nation en Afrique centrale, notamment au Cameroun, en RCA et au Tchad.

---

## BIBLIOGRAPHIE

- Abdullah I.**, 1997, "Bush Path to Destruction : The Origin and Character of The Revolutionary United Front (RUF/SL)", *Africa Development*, vol. XXII, n°3-4, "Lumpen Culture and Political Violence : The Sierra Leone Civil War" : 45-76.
- African Rights**, 1997, *Rwanda. Moins innocentes qu'il n'y paraît. Quand les femmes deviennent des meurtrières*, Londres.
- Badie B.**, 1995, *La fin des territoires. Essai sur le désordre international et l'utilité sociale du respect*, Paris, Fayard.
- Bangura Y.**, 1997, "Understanding The Political and Cultural Dynamics of Sierra Leone War : A Critique of Paul Richards's Fithing for The Rain Forest ", *Africa Development*, vol. XXII, n°3-4, "Lumpen Culture and Political Violence : The Sierra Leone Civil War" : 117-48.
- Bayart J.-F.**, 1999, "L'Afrique dans le monde : une histoire d'extraversion", *Critique internationale*, 5, automne : 97-120.
- Bayart J.-F. et al.**, 1997, *La criminalisation de l'Etat en Afrique*, Bruxelles, Editions Complexe, coll. 'Espace international'.
- Beauvilain A.**, 1989, *Nord - Cameroun, crises et peuplement*, t. 2, Coutances.
- Boutrais J.**, 1984, "Les sociétés musulmanes", in Boutrais, J. et al. : *Le Nord-Cameroun : des hommes, une région*, Paris, ORSTOM, coll. Mémoires, n° 102 : 233-61.
- Cahiers d'études africaines*, 1998, n° 150-52.
- Certeau (de) M.**, 1980, *L'invention du quotidien*, t. 1 : Arts de faire, Paris, UGE, coll. '10/18'.

- Chouala Y.-A.**, 2001, "Conjoncture sécuritaire, champ étatique et ordre politique au Cameroun : éléments d'analyse anthropo-politiste d'une crise de l'encadrement sécuritaire et d'un encadrement sécuritaire de crise", *Polis* (Revue camerounaise de science politique), vol.8, numéro spécial : 19-64.
- Durkheim E.**, 1999, *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, PUF, coll. 'Quadrige', 10<sup>e</sup> édition.
- Dosse F.**, 2002, "L'art du détournement. Michel de Certeau entre stratégies et tactiques", *Esprit*, 283, mars-avril : 206-22.
- Eguchi P.K.**, 1978, "A Brief Account of Life of Zigla According to Musgum Tradition", *Senri Ethnological Studies*, Osaka : 594-603.
- Giddens A.**, 1987, *La constitution de la société. Eléments de théorie de la structuration*, Paris, éd. du Seuil. coll. 'sociologies', trad. de l'anglais.
- Houssay - Holzschuch M.**, 2002, "La violence sud-africaine. Essai d'interprétation", *Etudes*, n° 3971-2, juillet - août : 43-52.
- Jolly Rosemary J.**, 1996, *Colonisation, Violence, and Narration in White South African Writing*, André Brink, Breyten Breytenbach & J.M. Coetzee, Athens, Ohio, University Press/Johannesburg, Witwatersrand University Press.
- Mayol P.**, 2002, "Michel de Certeau, l'historien et la culture ordinaire", *Esprit*, 283, mars-avril : 191-205.
- Médard J.-F.**, 1977, "L'Etat sous-développé au Cameroun", *L'année africaine*, Paris, Pedone : 35-84.
- Médard J.-F.**, 1995, "Etat, démocratie et développement : l'expérience camerounaise", in S. MAPPA (dir) : *Développer par la démocratie ? Injonction occidentales et exigences planétaires*, Paris, Karthala/Forum de Delphes : 355-90.
- Mohamadou E.**, 1966, "Introduction historique à l'étude de sociétés du Nord-Cameroun", *Abbia* (Revue culturelle camerounaise), Yaoundé, 12-13, mars-juin : 233-271.
- Motazé Akam**, 1998, "Migrations et reproduction des rapports sociaux dans le système lamidal du nord-Cameroun", *Annales de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines*, Université de Ngaoundéré (Cameroun), vol. III : 39-61.
- Pérouse de Montclos M.-A.**, 1997, *Violence et sécurité urbaines en Afrique du Sud et au Nigéria*, Paris, l'Harmattan.
- Pontié G.**, 1984, "Les sociétés païennes", in Boutrais J. et al. : *Le Nord-Cameroun : des hommes, une région*, Paris. ORSTOM, coll. Mémoires. n° 102 : 203-32. *Rupture*, 1997.n°10, 2<sup>e</sup> trim.
- Saïbou I.**, 1998, "Laamido et sécurité dans le Nord - Cameroun", *Annales de la Faculté des Arts, Lettres et sciences Humaines*, Université de Ngaoundéré (Cameroun), vol.III : 63-76.
- 2001, "Sonngoobe, bandits justiciers au Nord - Cameroun sous l'administration française", Ngaoundéré, *Anthropos* (Revue des sciences sociales), vol. VI : 137-53.
- Saïbou I. et Adama H.**, 2002, "Vol et relations entre Peuls et Guiziga dans la plaine du Diamaré (Nord - Cameroun)", *Cahiers d'études africaines*, t. XLII. vol. 2, 166 : 359- 372.
- Schnapper D. et Bachelier C.**, 2000, *Qu'est-ce que la citoyenneté!*, Paris, Gallimard. Coll. 'Folio/actuel'.
- Séhou A.**, 1999, "Esclavage et colonisation dans le lamidat de Ngaoundéré (Cameroun) 1901-160" *Héritages des tropiques*, Yaoundé, vol. 2, 1 : 105-24.

- 1999, "Esclavage et colonisation dans le lamidat de Ngaoundéré (Cameroun), 1901-1960", *Héritages des tropiques* (Revue de recherches historiques et géographiques), Yaoundé, Presses Universitaires de Yaoundé, vol. II, 1 : 105 - 24.

## NOTES

1. D'après les populations, les dernières attaques des coupeurs de route avant cette vague qui date d'avril 2002, relèvent du mois d'octobre 2001.
  2. Il s'agit là d'un questionnement d'actualité ; à titre d'exemple, c'est l'examen des "obstacles intra-étatiques au projet stato-national" qui a servi de substrat aux travaux la session 2002 de l'Institut sur la Gouvernance du CODESRIA.
  3. Touboro est située au cœur du célèbre lamidat de Ray-Bouba. une structure politique traditionnelle de type féodal dans laquelle la colonisation et l'avènement de l'Etat moderne ne semblent pas avoir eu d'effet sur l'autorité du chef. A telle enseigne qu'on pourrait faire l'hypothèse selon laquelle il est un champ de lutte où s'affrontent la souveraineté traditionnelle et d'ordre étatique.
  4. Poulocentrisme est un néologisme que nous utilisons ici pour traduire la tendance à valoriser les Peuls au détriment de leurs voisins.
  5. Pluriel de lamido, lamido est le nom par lequel les Peuls du Nord-Cameroun désignent leur souverain.
  6. Nous utilisons ce terme ici dans le sens que Michel de Certeau lui attribue ; chez lui. La notion d'appropriation est d'abord une pratique spécifique, c'est une pratique de reproduction d'un trait de culture reçu en l'investissant d'un sens n'ayant plus rien à voir avec celui de son usage de départ, voir Michel de Certeau (1980). Dans ce sens, l'appropriation "renvoie au braconnage et aux divers réemplois possibles", F. Dosse (2002 : 208).
- 

## AUTEUR

**CLAUDE ABÉ**

Enseignant à l'Institut Catholique de Yaoundé-Faculté de Sciences Sociales et de Gestion  
- B.P. 11628-Yaoundé Cameroun.